

NOVEMBRE
2013
n°222

SOMMAIRE

**Richesse mondiale :
La France dans
le peloton de tête**

**Panorama des
marchés financiers et
chiffres clés**

FISCALITE : LES MEILLEURES SOLUTIONS POUR S'AFFRANCHIR DU PLAFOND GLOBAL DES NICHES

Depuis le 1^{er} janvier 2009, un mécanisme de plafonnement global des niches a été instauré afin d'éviter que les contribuables les plus fortunés ne puissent annuler le montant de leur impôt à payer. Dans les faits, ce mécanisme s'est avéré être d'une efficacité redoutable puisqu'il a suffi au gouvernement de modifier les seuils pour réduire un peu plus chaque année les flux de réductions d'impôts. Ainsi, **le plafond des réductions et des crédits d'impôt** qui était de 25 000 € + 10 % du revenu imposable en 2009 n'a cessé de s'éroder au fil de la publication des différentes lois de finances (20 000 € + 8 % du revenu en 2010 ; 18 000 € + 6 % du revenu en 2011 ; 18 000 € + 4 % du revenu en 2012) **pour atteindre 10 000 € en 2013.**

Sont concernés par cette mesure, les contribuables qui acquittent au moins 10 000 € d'impôt, soit par exemple :

- Les célibataires avec des revenus supérieurs à 52 040 €.
- Les couples sans enfant à charge avec des revenus supérieurs à 70 740 €.
- Les couples avec deux enfants à charge avec des revenus supérieurs à 80 740 €.
- Les couples avec trois enfants à charge avec des revenus supérieurs à 90 740 €.

Il est néanmoins possible de **déroger totalement ou partiellement à ce plafonnement** puisque des exceptions demeurent. L'une des plus notoires concerne les investissements immobiliers en loi Malraux. Toutefois, il n'est pas évident que le jeu en vaille la chandelle dans la mesure où le prix de vente de ces biens est largement surévalué et le rendement locatif est beaucoup trop faible. En clair, ce type de solutions est plutôt à proscrire car la rentabilité demeure au final très aléatoire.

Une autre solution qui permet de s'affranchir totalement du plafond global des niches consiste à opérer **une diminution du revenu imposable**. Celle-ci peut notamment se réaliser en pratiquant des versements sur des outils d'épargne retraite à l'instar d'OFI PREMIUM RETRAITE. Il s'agit d'une solution accessible à toutes les personnes de plus de 18 ans et de moins de 75 ans à la souscription qui allie déductibilité des primes versées et perception d'un revenu certain versé à vie. Ce revenu peut être **déclenché à tout moment à partir de 55 ans sans aucune condition de cessation d'activité professionnelle ou de départ en retraite**. Autrement dit, avec OFI PREMIUM RETRAITE, il est donc possible de percevoir des

revenus complémentaires dès 55 ans tout en continuant son activité professionnelle. Cette solution a également le mérite d'être **très sécurisante puisque, lors du versement, l'épargnant connaît le revenu qui lui sera versé à vie.**

Afin de bien appréhender le gain fiscal généré par un versement sur OFI PREMIUM RETRAITE, prenons l'exemple d'un célibataire dont le revenu imposable est de 100 000 € ce qui correspond à un impôt à payer de 27 536 €. Si cette personne effectue un versement de 10 000 € sur OFI PREMIUM RETRAITE, son revenu imposable va être abaissé à 90 000 € en raison de la déductibilité du versement. De ce fait, l'impôt à payer passera à 23 436 € d'où un gain fiscal de 4 100 €. En clair, ce contribuable conserve intact son plafond de réduction d'impôt de 10 000 € tout en ayant bénéficié d'un gain d'impôt de 4 100 €.

Au niveau des exceptions partielles, la meilleure solution consiste à se tourner vers la **location de biens industriels à la condition qu'elle soit assortie d'une garantie de bonne fin fiscale et financière.** Rappelons que, dans le cadre de ces investissements, le contribuable acquiert un bien qui est mis à disposition d'une entreprise par un contrat de location. La réduction d'impôt qui en résulte est pour partie acquise à l'investisseur et pour partie rétrocédée à l'entreprise locataire. Afin de tenir compte de ce mécanisme spécifique, la réduction d'impôt ne rentre dans le calcul du plafonnement global que pour la fraction bénéficiant directement au contribuable. Compte tenu de ce principe, il est donc possible de **repousser la mise en application du plafonnement global à 38 000 € voire à 51 400 € pour les dossiers à vocation sociale.**

Sur le plan pratique, **cette formule, si elle est assortie d'une garantie de bonne fin fiscale et financière, allie simplicité, rentabilité et sécurité totale.**

- Simplicité puisque le principe se résume à **anticiper le règlement de ses impôts par un versement unique compris entre 85 % à 90 % du montant de l'impôt.** Par exemple, si le taux en vigueur lors du paiement est de 88,50 %, cela signifie que, pour économiser 10 000 € d'impôt, il suffit de verser 8 850 €, d'où un gain net de 1 150 €.
- Rentabilité puisque le retour sur investissement est atteint au bout d'un an maximum et **la rentabilité nette d'impôt et de prélèvements sociaux varie de 10 % à 18 % selon la date à laquelle les fonds sont versés.** Par exemple, le gain net de 1 150 € (10 000 € de réduction d'impôt – 8 850 € de versement) équivaut à une performance de 13 % par rapport à la mise investie (1 150 € / 8 850 €). Pour mémoire, pour obtenir une rentabilité nette de 13 % sur un produit d'épargne classique, il faut, en fonction du taux d'imposition du contribuable, être en mesure de placer son épargne à un taux compris entre 18 % et 31 %.
- Sécurité absolue puisque l'investissement est assorti **d'une garantie totale de bonne fin fiscale et financière.** En clair, en vertu des conditions générales régissant les règles de cet investissement, l'investisseur est couvert contre tous les risques et ce sans aucune exclusion. Autrement dit, les détenteurs des parts ont la certitude que les conditions initialement prévues à la souscription seront scrupuleusement respectées et ce quoiqu'il puisse advenir.

En conclusion, le mécanisme de la location de biens industriels avec garantie de bonne fin fiscale et financière permet non seulement de réduire significativement le montant de ses impôts en repoussant fortement les limites du plafonnement global mais aussi de disposer d'un rendement net compris entre 10 % et 18 % ce qui est pour le moins exceptionnel pour une solution sans risque.

Cette formule peut bien évidemment être couplée avec OFI PREMIUM RETRAITE dans le but de bénéficier d'économies fiscales encore plus importantes tout en préparant des revenus en vue de la retraite. N'hésitez pas à nous consulter pour de plus amples informations.

RICHESSSE MONDIALE : LA FRANCE DANS LE PELOTON DE TETE

Selon une étude menée par le Crédit Suisse, **la richesse mondiale a augmenté de 5 % sur un an pour atteindre 178 000 milliards d'euros** et, sur les dix dernières années, la progression est ressortie à près de 70 %. Cette tendance devrait se poursuivre puisque, selon les analystes de la banque helvétique, la fortune mondiale devrait augmenter de 40 % pour avoisiner 250 000 milliards d'euros en 2018. Sur les 5 prochaines années, c'est en Chine que la richesse croîtra le plus (+50 %) devant les USA (+23 %) et l'Europe (+10 %). Il est à souligner qu'en 5 ans, la richesse en Chine progressera aussi vite que celle des USA sur la période 1973-1993, soit sur 20 ans !

L'étude du Crédit Suisse porte sur **le patrimoine net global** des adultes, c'est-à-dire qu'elle intègre les avoirs financiers et immobiliers après déduction des dettes. **En 2013, au niveau mondial, le patrimoine moyen par adulte ressort à 38 000 €** et dépasse son précédent record qui datait de 2007. Les experts de la banque estiment que le patrimoine moyen sera porté à 50 000 € d'ici 5 ans.

La Suisse, avec un patrimoine moyen par adulte de 380 000 €, se retrouve en tête des pays les plus riches devançant largement l'Australie (298 000 €) et la Norvège (281 000 €). Ensuite, figure un groupe de 5 pays dont la richesse est comprise entre 200 000 € et 250 000 € à savoir, le Luxembourg (233 000 €), les Etats-Unis (223 000 €), la Suède (221 000 €), la France (219 000 €) et Singapour (209 000 €). Parmi les pays où la fortune est comprise entre 180 000 € et 200 000 € se trouvent la Belgique (190 000 €), le Danemark (189 000 €), le Canada (186 000 €), le Royaume-Uni (180 000 €) et l'Italie (179 000 €). Il est à noter que le Japon se situe à 161 000 €, l'Allemagne à 142 000 € soit en dessous de la moyenne des pays de la zone euro fixée à 152 000 € et la Chine à 112 000 €. Les pays les plus pauvres sont le Malawi (150 €), le Burundi (220 €) et la République démocratique du Congo (240 €).

S'il est évident que la richesse est confinée entre les mains d'un nombre réduit d'individus, cette étude a le mérite de quantifier précisément ce phénomène. Ainsi, les experts révèlent que **86 % de la richesse mondiale est détenue par 10 % de la population mondiale et que la moitié de la population mondiale ne possède que 1 % de la richesse mondiale**. Il suffit d'avoir un patrimoine supérieur à 3 000 € pour figurer parmi la moitié de la population mondiale la plus riche. 56 000 € suffisent pour être parmi les 10 % les plus riches et, pour entrer dans le club des 1 % les plus riches de la planète, il faut posséder 558 000 €. Ce rapport indique également que **les personnes qui possèdent un patrimoine supérieur à 750 000 €, à savoir 0,7 % de la population mondiale, détiennent 41 % de la richesse mondiale**. Les personnes qui possèdent un patrimoine compris entre 75 000 € et 750 000 €, soit 7,7 % de la population mondiale, possèdent 42,3 % de la richesse mondiale. 23 % de la population mondiale a un patrimoine compris entre 7 500 € et 75 000 € et détient 13,7 % de la richesse mondiale. **Les personnes détenant moins de 7 500 € représentent 68,6 % de la population mondiale et ne possèdent que 3 % de la richesse mondiale**.

Selon le Crédit Suisse, le nombre de personnes disposant d'un patrimoine supérieur à 750 000 € devrait augmenter de 50 % pour atteindre 47,6 millions en 2018. C'est en Afrique que la progression devrait être la plus forte (+81 %). Toutefois, sa contribution va demeurer très symbolique (0,16 million de personnes). L'Asie devrait connaître une augmentation de 75 % pour atteindre 11,5 millions. En Europe, la hausse devrait être de 47 % ce qui permettra de dépasser les 15 millions. En Amérique, le seuil des 21 millions devrait être atteint en raison d'une augmentation prévue de 41 % du nombre des personnes dont la fortune dépasse 750 000 €.

Selon l'étude du Crédit Suisse, **le patrimoine détenu par les adultes français s'élève au total à 10 500 milliards d'euros (soit 6 % de la richesse mondiale) avec un patrimoine moyen fixé à 219 000 € par adulte**. Celui-ci se décompose comme suit : 88 000 € d'avoirs financiers plus 162 000 € de biens immobiliers moins 31 000 euros au titre des dettes. Le patrimoine médian des français ressort à 105 000 €. Cet écart important entre la moyenne et la médiane traduit inévitablement une forte dispersion dans la répartition des richesses puisqu'il ressort que :

- 2,2 millions de français, soit 4,6 % des adultes, possèdent un patrimoine supérieur à 750 000 €.
- 24,4 millions de français, soit 50,8 % des adultes, possèdent un patrimoine compris entre 75 000 € et 750 000 €.
- 11 millions de français, soit 22,9 % des adultes, possèdent un patrimoine compris entre 7 500 € et 75 000 €.
- 10,5 millions de français, soit 21,7 % des adultes, possèdent un patrimoine inférieur à 7 500 €.

Avec 2,2 millions de personnes ayant un patrimoine supérieur à 750 000 €, la France occupe la première place au rang européen et la troisième au rang mondial derrière les USA et le Japon. Le nombre de français possédant des avoirs supérieurs à 750 000 € a progressé de 15 % sur un an et, devrait, d'ici 2018, progresser de 46 % pour atteindre 3,3 millions.

En revanche, concernant le nombre des ultra-riches, c'est-à-dire les personnes disposant d'une fortune supérieure à 37 millions d'euros, la France est moins bien classée. En effet, sur les 98 700 personnes au niveau mondial, près de la moitié est située aux USA (45 700). La Chine arrive en seconde position avec 5 800 personnes suivie par l'Allemagne (4 500), la Suisse (3 500), le Royaume-Uni (3 200), le Japon et la France (2 900), l'Italie et le Canada (2 300) et l'Australie (2 000).

En conclusion, **les projections menées par le Crédit Suisse sur les 60 prochaines années montrent une modification profonde dans l'échelle des richesses**. Ainsi, **les plus pauvres**, c'est-à-dire ceux dont le patrimoine est inférieur à 7 500 €, qui représentent actuellement près de 70 % de la population mondiale, **passeront sous le seuil des 50 % d'ici 20 ans et sous celui des 30 % d'ici 40 ans**. D'ici 50 ans, leur poids sera réduit à 25 % et, d'ici 60 ans, à 21 %. En 2050, la part des personnes ayant un patrimoine compris entre 7 500 € et 75 000 € sera prépondérante et représentera 33 % de la population mondiale. En 2060, la population des adultes dont le patrimoine est compris entre 75 000 € et 750 000 € deviendra majoritaire avec 35 % de la population mondiale. **En 2070, plus de la moitié de la population mondiale aura un patrimoine supérieur à 75 000 €**. Et, à partir de 2075, les plus riches, c'est-à-dire ceux dont les avoirs sont supérieurs à 750 000 €, seront plus nombreux que les plus pauvres.

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 octobre 2013

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	4 299,89	3,78%	18,09%	12,17%	23,31%
PARIS (CAC Mid&Small)	8 433,08	4,51%	23,81%	22,68%	78,62%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 249,03	3,69%	19,08%	16,20%	33,53%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 067,95	6,04%	16,39%	7,84%	18,37%
NEW YORK (Dow Jones)	15 545,75	2,75%	18,63%	39,82%	66,71%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	3 919,71	3,93%	29,81%	56,33%	127,76%
FRANCFORT (Dax Xetra)	9 033,92	5,11%	18,67%	36,85%	81,11%
LONDRES (FTSE 100)	6 731,43	4,17%	14,13%	18,61%	53,78%
TOKYO (Nikkei 225)	14 327,94	-0,88%	37,83%	55,70%	67,05%
MONDE (Msci World) en Euros	125,50	3,49%	13,35%	28,50%	56,87%

Taux d'intérêt	jour le jour	3 mois	1 an	10 ans	20 ans
FRANCE	0,10%	0,23%	0,42%	2,27%	3,11%
ETATS-UNIS	0,17%	0,24%	0,57%	2,44%	3,44%
ROYAUME-UNI	0,35%	0,51%	0,79%	2,55%	3,27%
JAPON	0,01%	0,14%	0,26%	0,55%	1,46%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	31 550 €	-0,75%	-13,68%	2,44%	68,81%
NAPOLEON	190,00 €	-2,01%	-17,21%	5,03%	62,39%
EURO / DOLLAR	\$ 1,3641	0,81%	4,35%	-0,34%	6,06%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8502	1,65%	0,70%	-2,12%	8,15%
EURO / 100 YENS	¥ 133,99	0,71%	5,21%	19,61%	5,70%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2333	0,78%	0,78%	-7,18%	-21,81%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 octobre 2013

BUDGET 2013	371,5 milliards d'euros (dt déficit = 62,6 mds)
PIB 2012	2 035 milliards d'euros
DETTE PUBLIQUE	1 912,2 milliards d'euros soit 93,4 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,50 % au 2 ^{ème} trimestre 2013
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 086 euros par mois à compter du 01/01/2013
SMIC	9,43 euros à compter du 01/01/2013
INDICE DES PRIX	+ 0,90 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 0,38 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 0,90 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,50 % de la population active

2, Avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr
www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311

Conseiller en Investissement Financier référencé sous le n° E001631 par l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF

Société de courtage d'assurance n° ORIAS 07 005 844 - Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du code des assurances
 Carte de démarchage financier n° 2050880203VB - Transactions sur immeubles et fonds de commerce - Carte professionnelle n° 2032 T